

Article

« L'irruption des identités et le retour des aspirations communautaires »

Serge Latouche

Études internationales, vol. 21, n° 4, 1990, p. 749-756.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702745ar>

DOI: 10.7202/702745ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

L'irruption des identités et le retour des aspirations communautaires*

Serge LATOUCHE**

Après la décolonisation des années soixante, on pouvait croire que le «droit des peuples» était enfin réalisé pour l'essentiel. Le Nouvel ordre économique international (NOEI) proclamé à l'unanimité à l'ONU, le 1^{er} mai 1974 prenait acte de ce nouveau concert des nations. Anciens États et jeunes nations allaient coopérer pour éradiquer la pauvreté et la maladie, élever les niveaux de vie et réaliser le développement.

Ceci apparaît comme le couronnement même de l'évolution, commencée avec la Charte des Nations Unies, pour ne pas remonter aux «Lumières», et l'aboutissement du programme annoncé par le Président Truman dans son message au Congrès du 24 juin 1949 sur le point 4 de son adresse inaugurale sur l'état de l'Union. La prospérité, la justice et la paix vont enfin régner sur le monde, les aspirations de tous et de chacun étant en voie de satisfaction.

Les années soixante-dix et quatre-vingt vont pourtant voir surgir des troubles d'un genre inédit. Les sécessions du Katanga au Zaïre en 1960 et du Biafra au Nigéria en 1967 n'ont pas été les derniers soubresauts de l'ordre colonial, mais les signes avant-coureurs de l'éclatement des nouveaux États. Le Bangladesh se sépare du Pakistan en 1977 après une lutte meurtrière. Les années quatre-vingt ont vu dans le Tiers Monde se prolonger et s'amplifier les affrontements intercommunautaires de nature ethnique ou religieuse : insurrection des Tamouls du Sri Lanka, agitation terroriste des Sikhs du Penjab, émeutes récurrentes du Cachemire, du Sind, heurts sanglants au Burundi, à la frontière Mauritanio-Sénégalaise, etc. À l'orée des années quatre-vingt-dix, les foyers de guerre civile sont partout : en Éthiopie avec l'Érythrée, le Tigré et l'Ogaden ; aux Philippines avec les musulmans, au Maroc avec le problème des Sahraoui, sans parler des guerres et des conflits plus ou moins oubliés ou des génocides silencieux sur tous les continents : les Karen de Birmanie, les Sénégalais de Casamance, les habitants de Timor, les noirs animistes du Sud-Soudan, les Papous de l'Irian Jaya, les Yanomamis d'Amazonie... L'explosion indéfiniment répétée du Liban qui mobilise nos médias n'est qu'une péripétie, un peu plus

* Une première ébauche très brève de ce sujet a déjà été publiée sous le titre : «L'irruption des revendications identitaires trouble l'ordre des États-nations né de la décolonisation». Dans *Le Nouvel État du Monde, bilan de la décennie 1980-1990*, Paris, La Découverte, 1990.

** Professeur à l'Université de Lille II et à l'Institut d'Études du Développement Économique et Social, Paris.

spectaculaire et exemplaire peut-être, dans une zone sensible pour l'Occident. Dans le même temps, les États anciens sont confrontés à la résurgence de revendications «nationales» «millénaires» (Kurdes et Arméniens) ou «séculaires» (le Québec), et à l'émergence du régionalisme (Basques s'opposant à l'État espagnol, Corses à l'État français, etc.) Depuis 1988, l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est connaissent à leur tour un renouveau de «balkanisation». Le déclin de l'impérialisme soviétique engendre un phénomène d'émancipation nationale; le couvercle qui contenait la vapeur surchauffée une fois soulevé, on assiste à une explosion multiforme et généralisée. Les États Baltes s'émancipent et réclament leur indépendance violée. Les Républiques d'Asie centrale sont en fermentation. Un peu partout apparaissent ou réapparaissent des problèmes de «minorités»: Hongrois de Roumanie, Kirkhizes d'Ouzbékistan, «colons» russes des États vassaux... Partout se produit un tiraillement des forces centrifuges: autonomistes slovaques, Albanais du Kosovo, Slovènes et Croates, etc. Les craquements et les fissures de l'ordre mondial sont présents sur toute la planète.

Tous ces événements, par-delà leur diversité, ont en commun le fait d'être des revendications identitaires ethniques, culturelles, raciales ou religieuses et souvent tout à la fois, émanant de «communautés» qui se sentent brimées dans les États-nations jeunes ou anciens.

Ce retour des aspirations communautaires est un phénomène complexe et contradictoire. Il résulte d'un ensemble de causes communes faciles à reconnaître mais il prend des formes très contrastées en raison de la spécificité des situations.

I - L'empire mondial du désordre: les causes

L'État-nation, dont on avait annoncé la décomposition au début du siècle, et que l'on croyait mort sur les champs de bataille de la Marne, a connu une renaissance étonnante après la Deuxième Guerre mondiale. La nouvelle jeunesse des vieux États se fonde moins sur un renouveau des idéaux du patriotisme et de la démocratie, que sur une croissance sans précédent des économies nationales. La citoyenneté devient économique. Il en va de même pour les jeunes nations issues des indépendances et qui communient dans le culte du développement. Le Nouvel ordre international est proclamé officiellement comme économique par les Nations Unies. La prospérité matérielle au sein de chaque État sera le ciment du système politique mondial. L'échec manifeste de cette ambition économique va peser très lourd dans la faillite du projet. L'irruption des revendications identitaires, qui contribue à faire de ce Nouvel ordre économique international un slogan creux, se fonde sur trois causes: le paradoxe du principe des nationalités, l'échec du développement et la «transnationalisation» économique.

Coupés de leur souche originelle (l'histoire européenne), l'État moderne et l'ordre national-étatique sont des greffes artificielles. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sur lequel repose la Société des Nations aboutit à la

destruction de cette même société, du fait du vide de la notion de peuple. Un peuple, en effet, ne peut se définir que par le sentiment subjectif d'appartenance. Chaque groupe humain, lié par un trait quelconque, langue, religion, terroir, coutume... peut revendiquer le label de «peuple» et réclamer la reconnaissance étatique, condition de son existence comme sujet de droit au sein du concert international des puissances. On aboutit inéluctablement à la dégénérescence «nationalitaire» ou au «tribalisme», et souvent aux deux à la fois.

La revendication nationale se confond avec une revendication particulariste et donne naissance à un État tout à la fois fantôme et fanatique, sans maturation d'une société civile de citoyens. De ce point de vue, la distinction entre vieilles nations qui ont connu l'existence d'un État dans le passé, comme les États Baltes, et les minorités qui aspirent à la nationalité est importante tandis qu'elle reste assez faible au regard du processus de décomposition de l'ordre national-étatique et de ses conséquences.

L'individualisme, qui ronge les sociétés modernes, et la mondialisation de l'économie font voler en éclats les rassemblements antérieurs de l'histoire en groupuscules de plus en plus microscopiques. Il n'y a de limite à cette tendance inévitable que l'union sacrée des États déjà reconnus qui cherchent à bloquer par tous les moyens l'accès au club très fermé de la Société des Nations. Chaque tribu, chaque clan, chaque chapelle peut arguer de son particularisme comme seul fondement légitime du lien social. L'île de Nauru dans le Pacifique avec ses sept mille habitants est un État, même si l'aéroport international occupe la moitié de sa superficie.

Le légalisme des Institutions internationales ne peut empêcher le déchaînement des forces centrifuges. Seul le développement économique pouvait faire oublier l'existence de ces identités historiques au sein du cadre mimétique de l'État-nation de type occidental. À défaut d'un projet vraiment mobilisateur, la construction nationale faite à partir de matériaux hétérogènes éclate.

La croyance en la prospérité universelle a été le conte de fées de la modernité. La croissance inouïe des «trente glorieuses» (1945-1975) en Occident constitue un commencement de preuve du développement pour tous. Les jeunes nations se sont construites sur ce mythe. Après les deux premières décennies de développement (1960-1980), proclamées à l'ONU, l'échec manifeste de la plupart des stratégies d'industrialisation entraîne un reflux des valeurs de la modernité (individualisme, économisme). Devant cette faillite du rêve occidental, les populations condamnées à devenir des citoyens du monde de seconde zone éprouvent la nostalgie de leur honneur perdu. Ce n'est pas l'État-nation qui donnait un statut aux peuples du Tiers Monde mais l'appartenance à une «communauté» intégrée dans des ensembles complexes à culture plurielle.

L'Empire ottoman est l'exemple le plus flagrant et le plus connu de ces États «patrimoniaux», selon la terminologie de Max Weber ; l'allégeance au prince et à sa dynastie laisse une très grande autonomie locale ; l'adminis-

tration centralisée pesante et corrompue reste limitée à certains domaines (fiscalité, recrutement militaire, politique extérieure) tandis que chaque communauté se gouverne selon ses valeurs et que chacun est justiciable selon son droit personnel. Un système comparable fonctionnait en Perse, en Chine, en Inde et même dans les royaumes africains. L'échec de la modernisation va se traduire dans le Tiers-Monde par un rejet de l'Occident et une recherche des racines culturelles perdues. Dans l'Europe de l'Est, le même échec d'un développement, planifié et socialiste et lié à l'oppression soviétique, va paradoxalement susciter une revendication d'identité culturelle «occidentale» avec plus de modernité et l'économie de marché. L'échec de l'Occident dans sa version libérale comme dans sa version «socialiste» a été de se montrer incapable d'engendrer une culture de la science, de la technique et de l'industrialisation qui «réenchante» le monde sans pour autant construire une société fraternelle d'individus libres et égaux par la richesse autant que par le droit. Les déçus du socialisme revendiquent la richesse promise et pensent y accéder par la liberté nationale au sein du marché mondial, les autres revendiquent la fraternité perdue et se proposent de la retrouver dans une restauration de la communauté plus ou moins séparée du monde, voire contre lui.

La transnationalisation économique, conséquence naturelle de l'existence d'un marché mondial, se développe vigoureusement dans les années soixante-dix. Elle vide de tout contenu les nations qui reposaient sur l'ambition de créer un espace de prospérité et de solidarité économique. Dans la phase de crise du fordisme concomittante, les économies locales et régionales nourries de complicités culturelles résistent, voire se développent, dans le réseau de la technopole transnationale en voie de constitution.

On assiste à une revanche des non-wasps (White, Anglo-Saxon Protestant). La supériorité économique incontestable des «puritains» durant le XIX^{ème} siècle pour des raisons magistralement analysées par Max Weber se trouve mise en échec dans le contexte actuel. Aux États-Unis mêmes, les minorités hispano-catholiques progressent au détriment des «wasp». On ne gagne plus seul dans le monde éclaté d'aujourd'hui. Les réseaux de solidarité et de complicité d'une culture holiste sont des atouts indispensables pour affronter la concurrence. Avec les nouvelles technologies, l'interconnexion des marchés et la rapidité des communications, la dimension nationale moyenne apparaît inadaptée parce que trop petite et trop grande à la fois : trop petite pour résoudre les grands problèmes mondiaux ou continentaux, de l'économie, de la pollution, de l'information, de la défense ; trop grande pour la gestion du quotidien. Certes, quand le local est faible ou qu'il s'identifie avec le national, la mondialisation peut entraîner une résurgence du national.¹ La mondialisation économique rompt certains équilibres, compromet les positions acquises, menace les avantages et rentes de

1. Voir Kostas VERGOPOULOS, «Ajustement, instabilité, déséquilibre, le retour de l'économie-nation ?» *Interventions économiques*, n° 22-23, Montréal, 1989.

situation. Toutefois, il y a loin entre ce repli nationaliste défensif, et l'affirmation de la nation conquérante. Ce réflexe surtout sensible dans les vieux États industrialisés n'est pas étranger à l'irruption de ces revendications identitaires «anti-nationales». Celles-ci se développent en réaction contre l'uniformisation planétaire et l'invasion d'un «prêt-à-porter» culturel aliénant.

La mondialisation n'est pas seulement économique; avec les médias et les technologies planétaires, elle touche tous les aspects de la vie. Ainsi, un ensemble de causes complémentaires et assez faciles à identifier va engendrer des conséquences disparates et parfois apposées sur le tissu très contrasté du système des sociétés du monde.

II - Le retour des communautés: les formes

Les réactions défensives face à l'échec du développement, les volontés d'affirmation identitaire, les résistances à l'homogénéisation universelle vont prendre des formes différentes plus ou moins agressives ou plus ou moins créatives et originales.

Les délices du jeu politique que l'Occident a propagé avec plus ou moins de bonheur dans le monde s'en trouvent empoisonnés. Les revendications communautaires sont tantôt de «droite», tantôt de «gauche». Dans les vieilles démocraties elles-mêmes, l'identité «nationale» devient un enjeu politique. Des «nouvelles droites» ou des «nouvelles gauches» en font leurs thèmes porteurs. Des pêcheurs en eau trouble récupèrent les aspirations nostalgiques dans des projets nettement néo-fascistes. Rien n'est plus comme avant, et les choses sont bien embrouillées avec l'émergence de ce monstre polymorphe qu'est l'identité culturelle.

Même si en pratique ces formes se mélangent, s'interpénètrent, on peut discerner trois grands types de réaction: le projet fondamentaliste, l'affirmation nationaliste, la construction d'un néo-clanisme.

Dans les sociétés déstructurées par l'industrialisation et l'individualisme de la modernité, on voit apparaître une forme agressive d'affirmation de l'identité perdue. La religion devient la base d'un projet de reconstruction de la communauté. Elle se voit attribuer le rôle d'assumer la totalité du lien social. Il ne s'agit pas d'un retour ni à un vécu religieux traditionnel, ni à une socialité antérieure, même si la nostalgie d'un passé glorieux nourrit l'imaginaire des masses. Les croyances populaires de la société rurale sont pétries de superstitions, de rituels et de pratiques locales étrangères au Coran. Le maraboutisme en est une illustration typique. Les sociétés traditionnelles des pays d'Islam se caractérisèrent par un enchevêtrement complexe de communautés et de particularismes. L'identité culturelle était de ce fait plurielle. Les mouvements islamiques touchent les villes et les bidonvilles dans les pays où la tradition a le plus souffert des projets industrialistes, l'Iran de la révolution blanche, l'Algérie «socialiste». La

religion qui canalise les frustrations des exclus de la modernité et des déçus des projets modernistes du nasserisme, du Baas ou du socialisme arabe est une croyance abstraite, rigoureuse, universaliste. Tous les fondamentalismes islamiques, mais aussi leurs équivalents hindouistes et, dans une certaine mesure, les intégrismes chrétiens s'inscrivent dans cette direction d'un néo-populisme religieux porteur de projets de sociétés imprécis. Le discours est égalitaire et reprend *ad nauseam* le thème de la dénonciation de la « corruption » des dirigeants. L'utilisation politique de la religion est manifeste.

Ces mouvements anti-occidentaux s'accommodent le plus souvent de la technique et de l'économie de marché (la modernisation sans le modernisme). La menace d'une dérive totalitaire de ces mouvements démagogiques et théocratiques n'est pas négligeable.

Dans les sociétés où l'appareil d'État porteur du projet moderniste apparaît comme étranger aux populations locales, les réactions face à l'échec du développement et à l'uniformisation planétaire prennent la forme de revendications « nationalistes » plus traditionnelles. Le particularisme ethnique, linguistique, historique, bref culturel, constitue la base du projet d'autonomie. Les revendications des Kurdes, des Tamouls, mais aussi celles des Berbères d'Algérie, des Basques d'Espagne ou des Baltes sont de ce type.

La fin de l'impérialisme soviétique donne naissance à un réveil des nationalités qui rappelle autant la période 1848-1919 que celle de la décolonisation. On assiste à un retour en force apparent de l'État-nation. La fascination imaginaire du modèle est toujours aussi forte alors même que les vieux États-nations connaissent une crise de la citoyenneté et une désaffection de la politique.

À défaut d'autres formes d'organisation sociétale, l'État-nation apparaît comme le seul mode d'expression de l'existence au regard des autres et de soi-même. Il n'empêche que ce nationalisme se restreint aux dimensions de communautés homogènes. Il canalise provisoirement tout à la fois les aspirations identitaires et communautaires. Sans doute le mythe mobilisateur de la nation est-il en l'espèce aussi illusoire que celui de la religion. L'identité qui s'affirme dans la revendication n'a guère plus de contenu que le souvenir de sa disparition. Souvent même, la violence des conflits avec les voisins extérieurs ou les allogènes à l'intérieur (juifs, gitans, minorités diverses) est à la mesure de l'indifférenciation croissante entre les individus. L'uniformisation planétaire favorise le déchaînement des crises monétiques, selon l'analyse de René Girard.²

Il existe, enfin, une forme plus souterraine de renaissance du sentiment communautaire. On la trouve de la façon la plus forte, là où l'exclusion par

2. Voir en particulier René GIRARD, *Des choses cachées depuis la fondation du monde*, Paris, Grasset, 1978, p. 463.

rapport à la méga-machine techno-économique transnationale est la plus totale, là où les bénéfices sociaux, politiques et économiques de la modernité-monde sont quasiment inexistantes. L'Afrique noire est la terre d'élection de ces marginaux, mais on les rencontre aussi en Océanie et dans certaines zones d'Amérique latine. Ces exclus anonymes de la modernité-monde sont condamnés à résister au rouleau compresseur de l'uniformisation. Les masses qui s'agglutinent à la périphérie des villes du Tiers Monde n'ont pour «richesse» que la solidarité et l'entraide. Le renforcement des liens traditionnels et la constitution de nouveaux réseaux sont la réponse à la faillite du mimétisme économique, technologique et politique. Un tissu social nouveau se crée ainsi dans la dérégulation des bidonvilles. Il ne s'agit pas seulement d'entretenir une nostalgie compensatrice, mais de produire la vie dans toutes ses dimensions.

Ce miracle résulte de la synthèse assez réussie par la «société civile» entre la tradition perdue et la modernité inaccessible... La fusion se réalise à trois niveaux : au niveau imaginaire, au niveau sociétal, au niveau techno-économique. Au niveau imaginaire, l'innovation majeure est constituée par les cultes dits syncrétiques et les mouvements prophétiques qui mêlent des éléments modernistes, chrétiens ou islamiques aux valeurs traditionnelles. Ces croyances, kimbanguisme et kitawala, dans le bassin du Congo, cultes Vaudou sur les côtes du Bénin, harrisme, secte papa-nouveau et divers en Côte d'Ivoire, sont en pleine expansion et atteignent toutes les couches de la population et, en particulier, les déracinés des bidonvilles. Ces religions donnent un sens à la situation nouvelle et conflictuelle que vivent les masses et maîtrisent les tensions psychiques que les cultes blancs et l'animisme traditionnel ne peuvent plus contrôler.

Au niveau sociétal, cela concerne l'invention de structures qu'on peut appeler «néo-claniques». Les nouveaux citoyens s'organisent dans des réseaux de solidarité qui reproduisent partiellement les formes ancestrales, mais répondent à une situation nouvelle. Chez les Sérères du Sénégal, par exemple, les réseaux urbains (tontines, dahira, associations sportives, théâtrales, de voisinage, etc.) sont calqués sur le système lignager, avec des «aînés sociaux». Chaque individu participe à plusieurs de ces réseaux (de cinq à dix en moyenne). Cette auto-organisation permet la prise en charge des mille et un problèmes de la vie quotidienne dans un bidonville depuis l'enlèvement des ordures ménagères jusqu'à l'ensevelissement des morts en passant par les branchements clandestins d'eau, d'électricité, l'animation festive et culturelle. Cette convivialité en marche ne doit rien aux animateurs extérieurs, ni aux experts des ONG. Elle constitue la base vivante de la création «économique» informelle.

Au niveau techno-économique, la production, la répartition et la consommation sont presque intégralement enchassées dans cette socialité nouvelle. Le bricolage et la débrouille peuvent aller jusqu'à une endogénèse technologique qui laisse rêveur le développeur sans succès. Ici, on est ingénieur sans être ingénieur, entreprenant sans être entrepreneur, industriels sans être industriels. Irréductibles dans ses logiques, ses comportements

et ses formes d'organisation au capitalisme traditionnel et à la société technicienne, la nébuleuse informelle fait preuve d'une efficacité remarquable pour recycler les déchets de la modernité et relever les défis de la situation d'exclusion. Ainsi, sans bruit et sans fureur, ces sociétés informelles sont-elles peut-être en train de réinventer la communauté et de se donner une identité plurielle. Fortement articulées entre elles, ces trois réponses constituent une intégration réactionnelle à une socialité ouverte, hors de l'ordre national-étatique.

L'irruption des revendications identitaires est un phénomène récent qui vient perturber le jeu politique des nations et l'ordre du monde. Droite/Gauche, Nord/Sud, Est/Ouest et Tiers Monde, tous nos repères s'en trouvent bousculés. Cette montée en puissance des aspirations communautaires surprend tous les milieux généralement bien informés, mais elle était prévisible; il ne s'agit là que du retour du refoulé de la modernité. Les triomphes de l'humanité abstraite, des droits de l'homme formels, de l'individualisme et de l'idéal démocratique en même temps que du marché généralisé et de la concurrence acharnée des hommes, des institutions et des nations ont développé les frustrations et les exclusions sur les marges de l'Occident et dans une moindre mesure en son sein. L'échec de la modernité a des conséquences susceptibles de provoquer l'effroi quelle que soit l'injustice de l'ordre occidental. Nous sommes si fort marqués par le mythe de la Raison que tous ces phénomènes qui bousculent l'ordre des États-nations sont frappés du sceau de l'irrationnel et menacent de replonger l'humanité dans une barbarie et un chaos qui nous paraissent insupportables. Pourtant, si nous acceptons de reconnaître une certaine légitimité à ces aspirations, nous ne pouvons pas ne pas souhaiter qu'elles se fassent jour ni refuser plus longtemps d'en tenir compte. Un travail de synthèse nécessaire se réalise peut-être de façon souterraine entre le holisme inévitable et l'individualisme souhaitable.

Le prix à payer pour ce travail dont le succès est loin d'être garanti peut paraître inacceptable. Toutefois, il ne sert à rien de se boucher les oreilles sur le bruit et de se fermer les yeux sur la fureur du monde.

Ce qu'on ne peut éviter, dit-on, il est sage de s'en accommoder.³ Puisque l'homme est ce fou qui raconte le drame de l'histoire, tant vaut-il mieux que nous travaillions à trouver une signification satisfaisante à la pièce s'il en est encore temps.

3. «En matière d'État, il est souvent de la prudence d'approuver les choses que l'on ne peut empêcher», Cardinal de Richelieu – *Maximes*, Paris, Wittmann 1944, p. 18.